

TABLE DES MATIÈRES

I CONFÉRENCES, COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE DU LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE ET MUTATIONS SOCIALES (LIDEMS)

- Conférences

L'administration préfectorale et les cultes Alain BOYER.....	13
Notre laïcité publique Emile POULAT.....	21
Le rôle du conseiller pour les affaires religieuses du Ministère des Affaires Étrangères René ROUDAUT.....	27
Le Conseil français du culte musulman en 2003 : Genèse et enjeux Vianney SEVAISTRE.....	35
Le Conseil d'État et les libertés religieuses Edwige BELLARD	47
« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » Emmanuel TAWIL.....	57

- Colloques

Liberté des médias et liberté des convictions religieuses Colloque du LIDEMS 4 et 5 juin 2004

La prise en compte du fait religieux par les pouvoirs publics Emile POULAT.....	71
Existe-t-il un droit au respect des convictions religieuses dans les médias ? Sur une jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'homme Patrice ROLLAND.....	75

Diffamations, injures et conviction en procès: mise en perspective Alain GARAY.....	91
---	----

L'état de la jurisprudence nationale Emmanuel DERIEUX.....	105
--	-----

II RECHERCHES

Ordre public et associations culturelles Thierry DAUPS.....	129
---	-----

De la primauté à l'immunité de juridiction pontificale romaine Dominique-Aimé MIGNOT.....	149
---	-----

L'aumônerie militaire en France, entre Églises et État Xavier BONIFACE.....	165
---	-----

Les relations des Chrétiens avec l'Empire dans la doctrine des Pères du 2^{ème} siècle (de Clément de Rome à Hippolyte) Emmanuel TAWIL.....	181
---	-----

Les droits d'entrée dans les édifices culturels Anne FORNEROD.....	197
--	-----

Défense et protection des pratiques religieuses en France Alain GARAY.....	205
--	-----

Questions juridiques soulevées par l'impôt d'Église en Suisse Fabrice BIN.....	223
--	-----

Le Conseil Régional du culte musulman de Midi-Pyrénées : « chronique d'une mort annoncée » ou plutôt gouvernance laïque d'un islam français ? Benoît PETIT.....	239
---	-----

Synopsis des sources du droit hébraïque Rémy SCIALOM.....	261
---	-----

L'héritage culturel français face au pluralisme religieux Blandine CHÉLINI-PONT.....	293
--	-----

La réception de la norme religieuse par les juridictions civiles : l'exemple canadien Arnaud DECROIX.....	313
---	-----

III ACTUALITÉ

LOIS ET RÈGLEMENTS	323
Arrêté du 25 février 2003, Commentaire d'Emmanuel Tawil, p. 323.	
Décret n°2003-607 du 3 juillet 2003 et Loi n°2004-228 du 15 mars 2004, Commentaire de Blandine Chélini-Pont, p. 324.	
Loi n°2003-709 du 1 ^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations (1), p. 332.	
Décret n° 2003-735 du 1 ^{er} août 2003 portant code de déontologie des agents de police municipale, p. 333.	
Arrêté du 8 septembre 2003 relatif à la charte des droits et libertés de la personne accueillie, mentionnée à l'article L. 311-4 du code de l'action sociale et des familles, p. 333.	
Circulaire du 18 mai 2004 relative à la mise en oeuvre de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics, p. 334.	
Décret n° 2004-701 du 13 juillet 2004 relatif à certaines dispositions réglementaires du code de l'éducation , p. 340.	
JURISPRUDENCE	365
<i>Cour européenne des droits de l'homme</i>	
CEDH, Grande Chambre, arrêt <i>Refah Partisi et autres c. Turquie</i> du 13 février 2003, req. n° 41340/98, 41342/98, 41343/98 et 41344/98 (extraits), Note de Florence Jacquemot, p. 343.	
CEDH, Quatrième Section, arrêt <i>Leyla Sahin c. Turquie</i> du 29 juin 2004, req. n°44774/98 (extraits), Note de Blandine Chélini-Pont, p. 348.	
<i>Juridictions judiciaires</i>	
Cour de cassation, Chambre criminelle, 14 janvier 2003, n°01-87300, Note de Peggy Rayne, p. 361.	
Cour de cassation, 1 ^{ère} Chambre civile, 11 février 2003, n° 00-20961, Note de Paul Niel, p. 367.	
Cour de cassation, 1 ^{ère} chambre civile, 11 mars 2003, n°00-22806, Note de Frédéric Gault, p. 369.	
Cour de cassation, chambre sociale, 23 septembre 2003, n°01-43583, Note de Peggy Rayne et Frédéric Gault, p. 372.	
Cour de cassation, chambre sociale, 26 novembre 2003, n°01-42977, Note de Peggy Rayne et Frédéric Gault, p. 374.	
Cour d'Appel d'Aix, 9 ^{ème} chambre, 22 janvier 2004, Note de Julien Couard, p. 377.	
Cour de cassation, 1 ^{ère} chambre civile, 27 avril 2004, n°02-14976 (1 ^{ère} espèce) et Cour de cassation, 1 ^{ère} chambre civile, 30 juin 2004, n°02-21101 (2 ^{ème} espèce), Note d'Emmanuel Putman, p. 385.	
Cour de cassation, 1 ^{ère} chambre civile, 29 septembre 2004, n°02-17096 (1 ^{ère} espèce) et Cour de cassation, 1 ^{ère} chambre civile, 29 septembre 2004, n°03-10178 (2 ^{ème} espèce), Note d'Emmanuel Putman, p. 389.	

Juridictions administratives

- Cour administrative d'appel de Paris 7 février 2003, Association culturelle X... de Paris Austerlitz, Note de Paul Niel, p. 394.
- Cour administrative d'appel de Nantes, 11 avril 2003, X..., n° 02NT01010 (1^{ère} espèce) et Cour administrative d'appel de Nantes, 11 avril 2003, X..., n° 02NT01039 (2^{ème} espèce), Note d'Emmanuel Tawil, p. 397.
- Tribunal administratif de Nice, 15 avril 2003, Société « Trans Côte d'Azur » et autres C/ Préfet des Alpes-Maritimes (extraits), Note de Julien Couard, p. 401.
- Cour administrative d'appel de Douai, 28 mai 2003, Commune de Saint-Martin de Boscherville, n° 00DA00680, Note d'Emmanuel Tawil, p. 416.
- Tribunal administratif de Lyon, 8 juillet 2003, n° 0201383, Mlle Nadjat Ben A... et Cour administrative d'appel de Lyon, n°03LY01392, Mlle Nadjat Ben A..., Note d'Emmanuel Tawil, p. 418.
- Conseil d'État, 2^{ème} et 1^{ère} sous-sections réunies, 15 octobre 2003, Jean-Philippe M., n°244428, Note de Zarah Anseur, p. 427.
- Conseil d'État, 2^{ème} sous-section jugeant seule, 24 octobre 2003, n°250084, Mme F..., Note d'Emmanuel Tawil, p. 431.
- Cour administrative d'appel de Paris, 4 novembre 2003, n° 99PA01806, M. X..., Note d'Emmanuel Tawil, p. 433.
- Cour administrative d'appel de Paris, 31 décembre 2003, n°03PA01938, Haut-commissaire de la République en Polynésie Française c/ Territoire de la Polynésie française, p. 436.
- Conseil d'État, 16 février 2004, Ahmed B. (1^{ère} espèce), Conseil d'État, 7 avril 2004, Hilal K. (2^{ème} espèce), Conseil d'État, 19 mai 2004, Hilal K. (3^{ème} espèce) et Conseil d'État, Raddha El H. (4^{ème} espèce), Note de Blandine Chélini-Pont et Emmanuel Tawil, p. 439.
- Conseil d'État, 10^{ème} et 9^{ème} sous-sections réunies, 28 avril 2004, n°248467, Association du Vajra triomphant, p. 450.
- Conseil d'État, 5^{ème} et 4^{ème} sous-sections réunies, 12 mai 2004, n°253341, Association du Vajra triomphant, Note d'Emmanuel Tawil, p. 453.
- Conseil d'État, 4^{ème} et 5^{ème} sous-sections réunies, 8 octobre 2004, n°269077, Union française pour la cohésion nationale, Note de Blandine Chélini-Pont et Emmanuel Tawil, p. 457.
- Cour administrative d'appel de Bordeaux, 27 avril 2004, n°03BX00370, Association Église Saint Éloi, Note d'Olivier Guillaumont, p. 460.
- Cour administrative d'appel de Paris, 18 novembre 2004, n° 03PA00345, Église universelle du Royaume de Dieu, Note d'Emmanuel Tawil, p. 465.
- Conseil d'État, 8^{ème} sous-section, 19 novembre 2004, n°265064, Note d'Olivier Guillaumont, p. 469.

Conseil constitutionnel

- Décision n°2004-505 DC du 19 novembre 2004, Note de Blandine Chélini-Pont et Emmanuel Tawil, p. 473.

TABLE DES MATIÈRES..... 477